

PIP 3 Rapport de synthèse de haut niveau (2022-2023) Questions transversales et enseignements tirés

Introduction

Ce segment du Rapport de synthèse de haut niveau PIP 3 (2022-2023) met en lumière les principales questions transversales, notamment l'innovation, les liens stratégiques, l'intégration de la dimension du genre, la gestion des risques et les enseignements tirés.

I. Innovation :

L'innovation et la flexibilité dans les services fournis aux membres se sont poursuivies même après l'ouverture des frontières, les faits marquants étant les suivants :

- i. L'apprentissage interactif hybride reposant sur des plateformes virtuelles a également touché un public plus large dans toute la région, réaffirmant ainsi la volonté du PROE de réagir aux enjeux environnementaux cruciaux, même après l'ouverture des frontières.
- ii. Des webinaires et des événements virtuels ont été organisés avec la plus grande efficacité par les programmes et les départements du PROE en 2022.
 - Le Centre océanien sur les changements climatiques du PROE a accueilli la première Exposition virtuelle sur l'innovation climatique dans le Pacifique qui s'est tenue du 4 au 6 octobre 2022. Plus de 2 000 personnes ont pris part aux sessions quotidiennes de webinaires et aux expositions virtuelles. L'Exposition virtuelle sur l'innovation climatique dans le Pacifique a permis aux visiteurs de découvrir des solutions innovantes potentielles aux problèmes des changements climatiques rencontrés dans la région du Pacifique.
 - La région du Pacifique subit les effets les plus graves des changements climatiques, lesquels auront un impact fondamental sur les modes de vie dans la région. La rapidité et la gravité de ces impacts sont telles que les réponses habituelles sont insuffisantes. Des approches innovantes et la mise en œuvre de mesures d'adaptation sont essentielles. De même, la transition vers des économies à faibles émissions de carbone nécessite des approches novatrices qui associent les sciences et les technologies les plus récentes aux besoins et contextes locaux :
 - Le Centre océanien sur les changements climatiques du PROE a accueilli la première Exposition virtuelle sur l'innovation climatique dans le Pacifique qui s'est tenue du 4 au 6 octobre 2022. Plus de 2 000 personnes ont pris part aux sessions quotidiennes de webinaires et aux expositions virtuelles. L'Exposition virtuelle sur l'innovation climatique dans le Pacifique a permis aux visiteurs de découvrir des solutions innovantes potentielles aux problèmes des changements climatiques rencontrés dans la région du Pacifique.
 - Cet événement virtuel a réuni les porteurs de solutions climatiques et les acteurs de la lutte contre les changements climatiques. Le Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC) collabore avec des partenaires régionaux et internationaux pour soutenir des solutions innovantes, créatives et nouvelles, en transformant les idées en solutions, y compris l'application d'idées nouvelles, utiles pour notre région du Pacifique et pertinentes pour les besoins de nos populations. L'Exposition virtuelle sur l'innovation climatique a présenté des nouveautés et des solutions avérées sur les plans régional et mondial et a défini un cadre de partenariat entre le Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC) et les parties prenantes en vue de soutenir les initiatives en ce sens tout en sensibilisant l'opinion publique.
 - Cet événement virtuel a réuni les porteurs de solutions climatiques et les acteurs de la lutte contre les changements climatiques. Le Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC) collabore avec des partenaires régionaux et internationaux pour soutenir des

solutions innovantes, créatives et nouvelles, en transformant les idées en solutions, y compris l'application d'idées nouvelles, utiles pour notre région du Pacifique et pertinentes pour les besoins de nos populations. L'Exposition virtuelle sur l'innovation climatique a présenté des nouveautés et des solutions avérées sur les plans régional et mondial, et a défini un cadre de partenariat entre le Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC) et les parties prenantes en vue de soutenir les initiatives en ce sens tout en sensibilisant l'opinion publique.

- En marge des réunions de la COP 27 à Sharm El Sheik en Égypte, l'Exposition virtuelle du Centre océanien sur les changements climatiques a abouti à l'élaboration d'un cadre pour l'innovation en matière de changement climatique, dont la présentation a eu lieu dans le cadre d'un événement parallèle au pavillon bleu de Moana. Le Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC) prépare le lancement et la mise en œuvre de ce cadre dans la région du Pacifique. <https://www.sprep.org/news/pacific-climate-change-centre-committed-to-supporting-the-pacific-to-access-climate-innovative-solutions-cop-27-sharm-el-sheikh>
- Le portail en ligne du Réseau océanien pour l'évaluation environnementale (PNEA) propose désormais une liste de diffusion des ressources de l'EIE qui s'est enrichie de plus de 300 membres issus d'agences gouvernementales et de bailleurs de fonds liés à la mise en œuvre et à l'approbation de l'EIE, et de près de 190 membres enregistrés sur le portail, qui peuvent accéder à des contenus et à des conseils exclusifs sur l'EIE, pertinents au niveau régional.

iii. **Renforcement des modalités de mise en œuvre grâce à la mobilisation de partenaires sous-régionaux**

- Le programme Pacific BioScapes, financé par l'UE et mis en œuvre dans 11 États, a sollicité les partenaires régionaux du PROE en tant que structure de mise en œuvre afin de répondre au mieux aux besoins des Membres des îles du Pacifique.
- Grâce aux efforts déployés par le FEM ISLANDS et le PNUE, le partenariat Moana Taka (MTP) Plus a progressé. Il s'agit d'un partenariat entre le PROE et Swire Shipping pour l'élimination des déchets non commerciaux des ÉTIO à destination de Swire dans la région Asie-Pacifique. Le MTP-Plus fait référence à l'extension du MTP existant à d'autres compagnies maritimes dans le Pacifique et à d'autres PÉID.
- Favoriser une économie circulaire sûre en matière de conservation, de protection et d'utilisation des ressources naturelles pour renforcer la résilience par la mise en œuvre de la hiérarchie zéro déchet qui ajoute Refuser, Repenser et Restructurer au sommet de la pyramide, suivi de Réduire, Réutiliser, Recycler et Restituer.
- Renforcer la résilience des communautés face aux effets des changements climatiques par la gestion des déchets liés aux catastrophes en facilitant l'accès aux décharges à Tonga et à Vanuatu, ainsi que par l'élimination des matériaux contenant de l'amiante qui deviennent dangereux pour les intervenants et les volontaires en cas de catastrophe.
- Le protocole d'accord avec l'Association néo-zélandaise d'évaluation de l'impact (NZAIA) a continué à renforcer les liens entre les membres de la NZAIA et le PROE, en mettant leur expertise au service de la formation dans les domaines recensés par le Secrétariat. La contribution des experts de la NZAIA à l'organisation de formations pour les États Membres ne représente aucun coût.
- L'équipe SIG du PROE est financée par le projet Ensuring Resilient Ecosystems and Representative Protected Areas (EREPA) dans les Îles Salomon, grâce au financement du Fonds vert pour le climat de l'UICN. L'équipe SIG a apporté son soutien au développement d'informations géospatiales sur les zones protégées dans les cinq provinces des Îles Salomon.
- L'intégration des fonctions du Secrétariat de la Convention de Nouméa dans le Programme ACPMEAIII a encore accru sa visibilité ainsi que celle du programme dans la région du Pacifique par le biais de publications, de formations et de préparations et négociations de la CdP à la Convention de Nouméa.

- La mise en œuvre aboutie du « Pacific Learning Partnership for Environmental and Social Sustainability » (PLP-ESS - Partenariat d'apprentissage pour un environnement durable et social dans le Pacifique) a amorcé des discussions entre la Banque mondiale et le PROE sur une relation à plus long terme visant à renforcer le programme EIA/ESS dans la région du Pacifique.
- La Stratégie en matière de Personnel du PROE vise à organiser le travail de l'ensemble des effectifs. L'approche de la mise en œuvre prévoit que le Directeur général dirige la stratégie et que l'équipe de direction prenne en charge la réalisation des résultats spécifiques. Le Comité consultatif des employés joue un rôle actif et chacun intervient dans les différents groupes de travail pour la mise en œuvre de la stratégie.
- Favoriser une économie circulaire sûre en matière de conservation, de protection et d'utilisation des ressources naturelles pour renforcer la résilience par la mise en œuvre de la hiérarchie zéro déchet qui ajoute Refuser, Repenser et Restructurer au sommet de la pyramide, suivi de Réduire, Réutiliser, Recycler et Restituer.
- Renforcer la résilience des communautés face aux effets des changements climatiques par la gestion des déchets liés aux catastrophes en facilitant l'accès aux décharges à Tonga et à Vanuatu, ainsi que par l'élimination des matériaux contenant de l'amiante qui deviennent dangereux pour les intervenants et les volontaires en cas de catastrophe.
- Soutien au Bureau PacMet par un projet commun avec les partenaires que sont le NIWA et le BOM pour la migration de l'outil d'alerte précoce SCOPIC (outil de prévisions des climats saisonniers dans les États insulaires du Pacifique) vers CliDesc.

II. Liens stratégiques

Le PROE a continué de fonctionner et de fournir ses travaux et services de manière plus intégrée et cohérente grâce à des mécanismes de coordination internes clés qui ont été mis en place depuis 2018. Citons quelques exemples de réalisations clés :

- Le CCR a collaboré étroitement avec les écosystèmes insulaires océaniques (IOE), les programmes de gestion des déchets (WMP) et de surveillance et gouvernance environnementales (EMG) sur un certain nombre d'initiatives afin de garantir une approche commune et atteindre ainsi les objectifs régionaux clés du PROE, en particulier par le biais des thèmes transversaux des changements climatiques et des océans. En voici quelques exemples : le travail conjoint visant à instaurer un protocole d'accord avec le CSIRO destiné à permettre la réalisation de travaux scientifiques et de recherche de pointe pour éclairer nos programmes respectifs et produire de meilleurs résultats en matière de gestion des océans et de réponse aux changements climatiques ; et le travail conjoint portant sur des résultats et des activités fondamentales dans le cadre de la Stratégie 2050 pour le Pacifique bleu, dans le cadre du Groupe d'experts multisectoriel sur le changement climatique, les océans et l'environnement.
- Le programme ACP/MEA 3 a mobilisé les écosystèmes insulaires océaniques (IOE), le programme de gestion des déchets et le programme surveillance et gouvernance environnementales (EMG) dans la mise en œuvre de ses activités dans le cadre de la composante Nouméa et PROE du programme.

Sur les plans régional et mondial, le PROE a continué à s'engager et à participer activement aux processus clés en étroite collaboration avec les principaux partenaires. Les principales réalisations sont décrites ci-dessous :

- Le PROE a poursuivi sa participation active à l'élaboration de la stratégie 2050, sous la direction du PIFS, en dispensant des conseils techniques et en contribuant notamment aux aspects stratégiques liés aux principaux domaines d'activité du PROE. Le Conseil d'administration du PROE a adopté la Stratégie 2050 en 2022 et l'a mise en œuvre par la suite.
- Le PROE a maintenu son implication dans le processus de négociation concernant la biodiversité au-delà des juridictions nationales (BBNJ) en soutenant les PEID du Pacifique et en travaillant en étroite collaboration avec le Bureau du Commissaire de l'Océan Pacifique (OPOC). Le rôle du PROE revêt une importance majeure en tant qu'organisation régionale de

premier plan dans le domaine de l'environnement et en tant que Secrétariat de la Convention de Nouméa.

- Pour faire entendre la voix du Pacifique dans les processus de négociation mondiaux et les forums connexes, le PROE et ses Membres ont participé aux événements mondiaux suivants :
 - Cinquième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement qui s'est tenue virtuellement à Nairobi au Kenya du 28 février au 2 mars 2022 ;
 - Assemblées des Conférences des Parties aux Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm
 - à Genève, Suisse entre le 6 et le 17 juin 2022 ;
 - Deuxième Conférence des Nations Unies sur les océans sur le thème « Renforcer l'action océanique
 - fondée sur la science et l'innovation pour la mise en œuvre de l'Objectif de Développement durable n° 14 :
 - Bilan, Partenariats et Solutions », laquelle s'est tenue à Lisbonne, au Portugal, du 27 juin au 1er juillet 2022 ;
 - Quatrième et Cinquième Sessions de négociation de la Conférence Intergouvernementale pour un Traité sur la Biodiversité ne relevant pas de la juridiction nationale (BBNJ) dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer à New York (États-Unis) ;
 - 27e Session de la Conférence des Parties (COP27) au Cadre des Nations Unies pour la Convention sur le Changement Climatique, à Sharm el-Sheik, Égypte, du 6 au 18 novembre 2022 ;
 - Premier Comité de négociation intergouvernemental (INC1) pour négocier un accord mondial juridiquement contraignant
 - sur l'ensemble du cycle de vie de la pollution plastique, à Punta del Este, Uruguay, du 28 novembre au 2 décembre 2022 ; et
 - Quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la Bioiversité, en vue de l'élaboration et de l'adoption des objectifs post-2020 à Montréal, au Canada, du 5 au 17 décembre 2022

III. Intégration de la dimension de genre

L'égalité des genres constitue l'une des pierres angulaires de la réalisation des Objectifs stratégiques du PROE et de la mise en œuvre de son plan stratégique (2017-2026), ainsi que de sa réponse globale et son mandat de soutien aux priorités environnementales et aux objectifs de développement durable des États membres :

- L'inclusion et l'intégration de l'égalité des genres demeurent une priorité du PROE dans l'ensemble des programmes et des départements : L'équipe GEIM (inclusion et l'intégration de l'égalité des genres) a supervisé le processus de révision de la Politique d'égalité des genres 2016 du PROE, avec la participation du personnel, des partenaires et d'autres intervenants. Le remaniement de la Politique d'égalité des genres 2016 vise à soutenir les contributions du PROE en ce sens, tant dans les projets qu'au niveau organisationnel, et contribue à la vision du PROE pour « un environnement résilient dans le Pacifique, qui préserve nos moyens de subsistance et notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures. » Le résultat escompté de l'examen a conduit à la mise à jour des principes directeurs sur l'égalité des genres, l'inclusion sociale et la parité ; les indicateurs pertinents liés aux genres pour l'établissement de rapports ; la justice en matière de genre dans le cadre des changements climatiques, entre autres. Deux Champions de l'égalité des genres ont été nommés au sein de l'organisation, à savoir pour l'équipe de direction, le Directeur général adjoint pour la Gouvernance et les Opérations, et le Responsable du Centre océanien sur les changements climatiques pour le personnel. Des efforts significatifs ont été réalisés pour promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, l'autonomisation des personnes handicapées, l'inclusion sociale et l'autonomisation des communautés vivant au sein d'un milieu marin par le biais des programmes et des projets mis en œuvre. L'intégration de la dimension de genre a été mise en œuvre et des efforts ont été déployés pour renforcer la réponse et l'engagement en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes, comme en témoignent les mécanismes suivants : le GEIM, le champion de l'égalité entre les genres à la COP et au sein du PROE, la politique révisée en matière d'égalité entre les genres et les exigences en matière d'égalité entre les genres appliquées à chaque projet et programme.

- Sachant que les changements climatiques se poursuivront, mais espérons-le à un rythme moins soutenu, le Centre océanien sur les changements climatiques a organisé, dans le cadre de sa fonction de renforcement des capacités, une série d'ateliers sur les changements climatiques, l'égalité des genres et l'inclusion sociale, à l'intention de l'Association Faafafine de Samoa, de Brown Girl Woke et du Bureau du Médiateur de Samoa. Le PROE, par l'intermédiaire du Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC), est également membre du réseau Women of the Wave (WOW), lequel entend soutenir et inspirer les femmes des organisations gouvernementales internationales du Pacifique à poursuivre leurs aspirations professionnelles et de leadership, et à multiplier les contacts et les opportunités dans un secteur où la présence féminine à des postes de direction demeure insuffisante.
- Le Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC) à travers son Projet de Renforcement des Capacités de Résilience Climatique pour le Pacifique a formé plus de 600 participants (entre 2019-2022) issus des gouvernements, de la société civile, des ONG et du secteur privé, et 54,25% des participants étaient des femmes.
- Le genre est abordé dans les projets mis en œuvre par les écosystèmes insulaires océaniques (IOE) via des activités spécifiques, dont la participation directe de spécialistes en la matière afin de garantir la conformité dans la mise en œuvre des activités. Le projet KIWA qui vise à renforcer la coopération régionale sur les solutions basées sur la nature pour l'adaptation aux changements climatiques dans le Pacifique a entrepris une segmentation de genre dans son rapport. Il veille également à permettre aux groupes de femmes du Pacifique d'accéder efficacement aux fonds NbS dans le cadre d'activités de renforcement des capacités.
- Les projets PWP, SWAP et POLP mis en œuvre par la gestion des déchets et la lutte contre la pollution (WMPC) appliquent leurs plans d'égalité des genres en veillant à inclure les femmes dans leurs activités nationales. Le projet PWP a évalué les implications de la GEDSI (l'égalité de genre, le handicap et l'inclusion sociale (GEDSI) pour la mise en œuvre de systèmes de financement durables afin de financer et d'améliorer la gestion des déchets. En outre, le projet PWP a réalisé une boîte à outils dédiée aux réflexions sur l'intégration de la dimension de genre. La question de l'égalité entre les genres et de l'inclusion sociale est prioritaire pour le projet SWAP. En tant que tel, le projet SWAP a conçu une stratégie et un plan d'action pour l'égalité des genres et l'inclusion sociale, lesquels sont appliqués dans l'ensemble du programme.
- Le programme EMG (surveillance et gouvernance environnementales) a intégré l'inclusion et l'intégration de la dimension de genre dans ses activités. Le renforcement de l'autonomie des femmes en matière de données pour la prise de décision et le développement d'un groupe de parties prenantes équilibré en termes de genre, y compris le comité de pilotage, les mécanismes de coordination nationaux et les participants aux réunions, sont au cœur du projet Inform. Le Comité directeur du projet compte 2 femmes et 1 homme ; les points focaux des projets nationaux comptent 9 femmes et 5 hommes ; le projet Inform lui-même compte 6 femmes et 4 hommes. Les formations sur le portail de données, l'outil de rapport sur les indicateurs et la collecte mobile de données ont été suivies par 60 % de femmes et 40 % d'hommes. L'inscription à la plateforme d'apprentissage en ligne compte 53 % de femmes et 47 % d'hommes.
- Le programme EMG a déployé des efforts considérables pour promouvoir l'égalité des genres et garantir une participation égale des hommes et des femmes dans toutes ses activités. Au cours de l'année, cette unité a intégré la dimension de genre dans son travail et a cherché activement à impliquer les femmes dans tous les domaines, en s'appuyant sur la collecte et l'analyse de données ventilées par genre afin d'identifier les domaines dans lesquels nous pouvons améliorer notre mobilisation envers les femmes. Selon les données, le pourcentage moyen estimé de participation des femmes dans la planification des activités (webinaire ÉSE, formation ÉIE - îles Cook et Tokelau, formations PLP-ESS, formation au tourisme durable à Samoa, formation ÉIE PUMA, etc.) est d'environ 45 %.
- Les rapports du Plan de mise en œuvre des performances PIP 3 (2022-2023) ont présenté des données ventilées par genre, dans la mesure du possible, pour les activités menées dans le pays par les programmes, qui ont enregistré une moyenne de 45 % à 65 % d'engagement des femmes.

- Dans l'ensemble de l'organisation, la question de l'égalité des genres a été intégrée dans les réunions des hauts responsables du PROE, où elle constitue un point permanent de l'ordre du jour des réunions mensuelles de l'équipe de direction. Cette démarche a facilité la prise de conscience et la reconnaissance de l'importance de l'égalité des genres au sein de l'organisation.
- La stratégie en matière de ressources humaines favorise l'inclusion et la participation du Groupe pour l'égalité des genres et l'inclusion (GEIM) dans la mise en œuvre d'activités clés dans le cadre de la stratégie en matière de ressources humaines. L'équité et l'intégration de la dimension de genre sont intégrées dans toutes les activités de recrutement et de sélection pour 2022, conformément à la volonté du personnel de s'engager auprès du PROE, inscrite dans son contrat de travail.
- L'intégration de l'égalité hommes-femmes au sein du PROE se vérifie dans les produits et services de communication présentés dans les guides, les listes de contrôle et les formulaires de rapport, qui sont alignés sur la politique de 2016 en matière d'égalité des genres (actuellement en cours de révision). Cette approche se retrouve également dans les discussions en marge des événements, les webinaires, les activités de lancement ou tout autre événement facilitant la participation d'un groupe de conférenciers ou d'orateurs, notamment les femmes leaders du Pacifique assistées lors de la COP27, le ministre de l'Environnement de Niue, l'envoyé spécial aux Îles Marshall, le Directeur général du Département de la protection et de la conservation de l'environnement, le Ministère du changement climatique et de l'adaptation au changement climatique du Vanuatu.

IV. Gestion des risques

La gestion des risques fait partie intégrante de la gouvernance d'entreprise et de la prise de décision en vue de renforcer la résilience, la prise de responsabilité et la réalisation des objectifs stratégiques. La gestion des risques demeure une priorité du PROE pour l'ensemble des projets, des programmes et de l'organisation.

- Au niveau de l'organisation, les Risques prioritaires pour l'entreprise (PER) ont fait l'objet d'un suivi et d'une gestion constants par l'équipe de direction (SLT), qui informe les instances dirigeantes de la détection, de l'atténuation et du signalement de ces risques par l'intermédiaire du Comité des risques. La gestion des risques se retrouve dans les réunions mensuelles de l'équipe de direction et constitue une priorité permanente de l'ordre du jour. Au niveau de l'entreprise, les catégories de risques sont définies, évaluées et signalées comme suit :
 - PER 1 (catastrophes - d'origine humaine et naturelle, notamment les pandémies mondiales)
 - PER 2 (insuffisance des fonds pour les opérations, tant pour le fonds statutaire que pour les autres budgets)
 - PER 3 (retard dans la mise en œuvre des projets)
 - PER 4 (capacité en termes de ressources humaines)
- Au niveau du programme et des projets, une évaluation des risques est effectuée pour les projets en cours, comme indiqué ci-dessous :
 - Pour les écosystèmes insulaires océaniques (IOE), la gestion des risques est intégrée dans la mise en œuvre du projet,
 - Pour la gestion des déchets et la lutte contre la pollution (WMPC), la gestion des risques a commencé par la conduite d'évaluations annuelles dans tous ses projets au cours desquels des mises à jour régulières sont discutées, comme la lutte contre la pandémie de COVID-19 grâce à l'engagement de responsables de projets nationaux. Les projets PWP, SWAP, POLP et ISLANDS ont procédé à une révision annuelle de leurs plans de gestion des risques et ont tenu leurs comités de pilotage et groupes de gouvernance informés sur une base régulière.
 - En ce qui concerne la surveillance et la gouvernance environnementales (EMG), les risques associés à la mise en œuvre du projet ACP/MEA 3 sont évalués conjointement avec les programmes écosystèmes insulaires océaniques (IOE) et la gestion des déchets et la lutte contre la pollution (WMPC). Les retards observés dans la réalisation des activités résultent d'un certain nombre de paramètres, notamment la disponibilité des collaborateurs clés et les contraintes en matière de capacité.

- Les risques financiers font l'objet d'un suivi et d'une gestion constants et continus, comme l'attestent les rapports d'audit positifs pour tous les audits réalisés en 2022, ce qui donne l'assurance non seulement d'une gestion efficace et transparente des fonds par le PROE, mais aussi de la rigueur des systèmes de contrôle interne et des structures de gouvernance mis en place par le PROE.

V. Enseignements :

La mise en œuvre de la 1^{ère} année du PIP 3 dans l'ensemble de l'organisation nous a permis d'établir les constats suivants :

Mobilisation du partenariat et coordination régionale

- La coordination avec d'autres organisations régionales est essentielle pour aborder les questions environnementales majeures à l'échelle régionale, telles que les organismes régionaux de pêche, le CPS FAME et les organisations nationales de pêche au sujet des prises accidentelles d'espèces menacées et en voie d'extinction.
- L'approche OneCROP visant à soutenir les représentants des îles du Pacifique à la COP15 de la CDB a renforcé le niveau de soutien technique fourni, et ainsi grandement contribué à la mobilisation des Membres des îles du Pacifique dans les négociations de la COP15 de la CDB.
- L'intensification des efforts de collaboration avec les partenaires ajoute de la valeur à l'exécution du programme du PROE.
- Des relations positives et durables (par exemple avec la NZAIA, la SPTO, l'IAIA, le PNUE, la BAD, la Banque mondiale et l'USP) ont contribué à améliorer la mise en œuvre des programmes et des projets, dont le renforcement des capacités et la formation en matière d'ÉE et de protection de l'environnement du milieu social.

Apprentissage continu

- Nécessité d'organiser des sessions de renforcement des capacités ou des plateformes de développement de l'apprentissage en continu pour le personnel du PROE afin d'assurer son développement professionnel, notamment en ce qui concerne les aspects suivants : Des sessions de formation et de sensibilisation aux technologies de l'information pour leur permettre d'améliorer leurs compétences et leurs connaissances en matière de technologies et de programmes numériques afin de minimiser les risques de sécurité et de veiller à ce que tout risque pour l'organisation soit évité et/ou atténué.

Gouvernance et opérations

- La nature du travail du PROE exige de ses opérations et de son personnel une grande capacité d'adaptation et d'agilité face à l'évolution de l'environnement commercial. Il s'agit notamment de renforcer la capacité à garantir la conformité et l'application cohérente des cadres politiques de gouvernance approuvés, par exemple les procédures de gestion financière, le manuel de passation des marchés, le statut du personnel et les politiques de ressources humaines correspondantes, la politique de gestion des risques, les politiques informatiques, la stratégie de gestion des connaissances et le système d'information stratégique.
- Si le financement durable du PROE dépend des efforts collectifs de nombreux acteurs, et pas seulement de son équipe, l'augmentation du coût des activités dans l'environnement actuel est partiellement prise en compte par la gestion des frais de soutien au programme, qui nécessite une approche plus stratégique et pragmatique pour garantir la viabilité financière. Ce constat souligne également la nécessité de remédier à l'insuffisance du financement de base par le biais des cotisations des membres qui sont restées généralement inchangées au fil des ans.
- Un budget dédié aux activités de la stratégie en matière de ressources humaines est désormais intégré en tant qu'élément clé du budget du personnel. Cela renforce l'engagement de l'équipe dirigeante et du Secrétariat envers son personnel et la mise en œuvre de la stratégie du personnel.